

28 février 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de M. Kiro Gligorov, Président de la République de Macédoine, sur le soutien de la France aux efforts de la Macédoine pour s'intégrer dans la communauté internationale, l'Union européenne et l'OTAN, sur le regain des tensions au Kosovo et sur la nécessité d'une acceptation par les belligérants Serbes et Kosovars de l'accord politique conclu à Rambouillet, Skopje le 28 février 1999.

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier chaleureusement le Président Gligorov, le gouvernement de Macédoine, pour un accueil marqué par l'amitié, qui a toujours été celle de nos relations. Vous savez qu'il y a entre la Macédoine et la France un lien d'estime et d'amitié qui est très ancien, et je note que l'exposition qui a lieu à Paris, à la Sorbonne, et que nous avons tous les deux inaugurée il y a quelques semaines, connaît un succès exceptionnel, qui est dû à sa qualité, naturellement, et aussi au fait qu'il y a une curiosité sympathique en France pour tout ce qui vient de la Macédoine.

Alors nous avons eu des entretiens avec le Président, nous avons évoqué à la fois les problèmes de la région et les relations de la Macédoine avec la Communauté atlantique, la Communauté européenne, la Communauté francophone. J'ai dit au Président que la France souhaitait soutenir sans réserve les efforts de la Macédoine pour s'intégrer dans la Communauté internationale. Sur le plan de l'OTAN, je pense que le sommet de Washington laissera la porte ouverte pour l'entrée dans l'OTAN des pays candidats et, parmi eux, la Macédoine, même si aucune décision n'est prise immédiatement.

J'ai confirmé au Président qu'en ce qui concerne l'Union européenne, l'Europe et notamment la France souhaitent le renforcement, d'abord des liens entre la Macédoine et l'Union, et ensuite l'entrée de la Macédoine dans l'Union. L'accord de coopération est en fonctionnement, l'accord d'association est actuellement à l'étude, et la Macédoine, qui est un pôle de stabilité et de sérieux dans cette région, doit pouvoir, dès qu'elle le pourra, intégrer l'Union européenne.

J'ai également dit au Président que, pour ce qui concernait l'espace francophone, la France appuierait la candidature de la Macédoine, comme elle appuie sa candidature à l'Organisation mondiale du commerce et les autres grandes organisations internationales.

Nous avons naturellement évoqué les problèmes du Kosovo, et j'ai dit au Président mon espoir d'une solution raisonnable pour ce qui concerne le Kosovo, qui exigera la bonne volonté des deux parties en cause. Je crois que chacune des deux parties, Kosovars et Serbes, a tout intérêt à faire le choix de la paix, et je dirais le choix de l'intelligence et de l'intérêt des populations concernées. Car celui qui prendrait la responsabilité de faire échouer un accord prendrait la responsabilité de

très graves conséquences, pour lui, qui en découleraient.

Nous avons enfin évoqué, comme nous l'avions fait lors de notre dernière rencontre à Paris, les problèmes bilatéraux, nos relations, avec le désir de les renforcer tant sur le plan économique que sur le plan culturel.

Je conclus en disant au Président Gligorov que je suis très content d'être en Macédoine.\

LE PRESIDENT GLIGOROV ¿

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie d'être réunis ici en si grand nombre, et je vous souhaite à tous une bonne journée.

La visite du Président Chirac, avec sa délégation, représente pour la Macédoine un grand jour.

Dans le passé, j'avais cette ambition que le Président Chirac serait le premier Président des pays membre de l'Union européenne qui visite la Macédoine. Bien entendu, les obligations, les engagements de la France dans les affaires européennes et internationales ne lui ont pas permis ceci. Mais, aujourd'hui, nous n'en sommes pas moins heureux que cette visite ait lieu.

Les sujets dont le Président Chirac vient de parler ont vraiment été les sujets de notre rencontre. Comme à Paris et aussi aujourd'hui, en tenant compte des événements qui se sont déroulés entre les deux rencontres. Je crois que c'est un grand encouragement, pour nous, que la France et le Président Chirac donnent leur appui à notre association à l'Union européenne, et qu'il ne faut plus attendre, que tous les pays des Balkans y prennent part.

Il ne faut pas attendre que tout soit terminé avec les réformes politiques et économiques et que seulement, ensuite, on entame toutes les négociations pour l'entrée dans l'Union européenne. C'est exactement ceci notre position initiale, il faut toujours observer le cas de chaque pays individuel, et donner à chaque pays, individuellement, de l'assistance pour qu'il devienne membre de l'Union européenne le plus tôt possible.

Ce que je dis à propos de l'Union est aussi valable à propos de l'OTAN. En avril, nous aurons un sommet à Washington, pour le cinquantenaire de l'OTAN mais aussi dans le but de définir la politique de l'OTAN dans le prochain siècle. Il est très important, au cours de cette période, que la France amie et tous les autres pays nous soutiennent dans nos efforts de devenir membre de l'OTAN. Il est très important que ces pays nous aident pour que nous avançons par rapport à notre situation actuelle, et nous montrer qu'il ne se passera pas beaucoup de temps avant que nous devenions membre de l'OTAN.

Je crois que cela ne représente pas seulement notre intérêt à nous, mais ceci serait un signe adressé aux pays qui ont les mêmes idées et qui espèrent, un jour, être membre de cette organisation, de ce système de sécurité collective.

Une fois de plus, je voudrais remercier le Président Chirac pour l'accueil très chaleureux que nous avons eu à Paris, il y a quelques jours. J'ai eu très peur de savoir si nous aurions la force, et si nous serions en mesure de rendre cet accueil chaleureux. Je voudrais souligner aussi que l'ouverture de notre exposition à Paris, avec la richesse culturelle de notre moyen âge, qui selon les informations que nous avons données chacun de notre côté, connaît un grand succès. C'est notre espoir et je crois que nous sommes d'accord sur ce point, de voir le plus tôt possible une exposition française aussi représentative en Macédoine qui sera une expression de ce sentiment qui vit dans la tradition macédonienne, c'est-à-dire un sentiment d'affection pour la culture et le peuple Français, qui représentent une richesse commune du passé.\

QUESTION ¿ Depuis la réunion de Rambouillet, il y a eu des incidents au Kosovo. Est-ce que cette dégradation vous inquiète ?

LE PRESIDENT ¿ C'est sûr, cette dégradation m'inquiète, nous inquiète. Il y a une exigence, c'est la paix. Pour cela les deux parties, Kosovars et Serbes, doivent accepter de faire chacune un effort. Pour les Kosovars, il s'agit d'accepter cette autonomie, telle qu'elle est proposée, et bien entendu de rendre les armes. Pour les Serbes, il s'agit d'accepter l'autonomie et la présence d'une force de paix au Kosovo, pour s'assurer que tout fonctionne normalement et que l'autonomie se met en place naturellement. Les deux parties doivent bien comprendre qu'elles doivent faire le choix de la responsabilité, c'est-à-dire le choix de la paix, et que si l'une ou l'autre

ne faisait pas ce choix, elle s'exposerait à des conséquences extrêmement sérieuses et dommageables pour elle et, hélas, pour les populations concernées, conséquences politiques, économiques et militaires. Je ne veux pas douter que les responsables des deux parties aient conscience de cette situation et fassent donc, le bon choix.

QUESTION ¿ Oui, mais ces derniers jours, il y a beaucoup d'incidents, des provocations, des gesticulations militaires ¿

LE PRESIDENT - Vous savez, la situation entraîne toujours, hélas, des incidents. Ils sont inévitables, ils doivent être maîtrisés, et, je le répète, le message que j'adresse à ceux qui sont à l'origine, d'un côté ou de l'autre, des incidents ou des initiatives dangereuses est celui que j'ai évoqué tout à l'heure. Faites très attention, les conséquences pour vous d'une attitude irresponsable seraient extrêmement grave. Ceci valant pour les deux parties.

QUESTION ¿ La Chine a mis son veto du renouvellement du mandat de la FORDEPRENU. Il y a un certain nombre de solutions possibles qui pourraient être envisagées.

Que pensez-vous de la situation ?

LE PRESIDENT ¿ Ce que je puis vous dire c'est que la France fera tout ce qu'elle pourra, sur le plan diplomatique, pour qu'une solution conforme aux intérêts de la Macédoine puisse intervenir.  
Merci